

Ce n'est pas une usine à bois :
des forestiers manifestent dans l'Allier contre l'industrialisation de la forêt



Des forestiers manifestent contre "l'industrialisation de la forêt", le 25 octobre 2018 à Saint-Bonnet-Tronçais (Allier). (THIERRY ZOCCOLAN / AFP)

Par franceinfo avec AFP – France Télévisions
Mis à jour le 25/10/2018 | 20:31 – publié le 25/10/2018 | 19:24

Plus de 1 000 personnes se sont rassemblées à Saint-Bonnet-Tronçais, dans l'Allier.

Ils veulent sauver les forêts publiques. Quelque 1 200 forestiers et simples citoyens se sont réunis jeudi 25 octobre à Saint-Bonnet-Tronçais (Allier) pour dénoncer la privatisation de l'[Office national des forêts](#) (ONF) et l'"*industrialisation croissante*" des forêts publiques. La veille, plus de 200 marcheurs, partis mi-septembre de Mulhouse, Strasbourg, Valence et Perpignan, sont arrivés en fin de journée dans la commune voisine de Cérilly, dans le cadre de leurs "Marches pour la forêt".

A l'initiative de huit syndicats de l'ONF, ces marcheurs avaient rendez-vous dans la forêt de Tronçais, connue pour son emblématique futaie Colbert et ses chênes tricentenaires, "*symboles d'une gestion durable de la forêt*". "*On conteste le principe de gestion forestière avec une vision purement économique et une gestion des ressources humaines déplorable. La forêt n'est pas une usine à bois*", dénonce le représentant syndical SNUPFEN Solidaires Philippe Berger.

"On coupe, on coupe"

"Il est urgent de réagir. On est en train de faire sauter les digues qui protègent la forêt de l'industrialisation et de la malforestation. Aujourd'hui, on nous dit qu'on n'a pas de temps à perdre pour faire des plans durables de gestion de la ressource. On coupe, on coupe", ajoute Frédéric Bedel, lui aussi représentant syndical du SNUPFEN Solidaires. "*Pour la forêt, cela signifie des coupes rases, la replantation d'une seule essence, l'usage d'engrais et de pesticides, le labourage et la destruction de l'humus, etc., aboutissant à un appauvrissement des sols et une perte de la biodiversité*", alerte-t-il.

Les forêts publiques, toutes gérées par l'ONF, couvrent 4,6 millions d'hectares en métropole, soit près d'un quart de la forêt française. Elles fournissent 40% du volume de bois vendu en France, selon les syndicats. "*Il faut remettre à plat le financement de l'ONF. C'est maintenant qu'il faudrait investir pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique*", insiste Gilles Van Peteghem, de la CFE-CGC.

Dans le viseur des syndicats également, la "*privatisation des activités de service public*", avec une suppression de "*1 500 salariés, dont des fonctionnaires assermentés, d'ici cinq ans*". Ce "*manque de personnel*" va conduire à des "*difficultés d'application*" des missions régaliennes de protection de la forêt, estiment-ils. De son côté, la direction de l'ONF a assuré qu'"*aucune privatisation des forêts publiques, ni de l'ONF, n'est envisagée par l'Etat*".